



PRIÈRE D’AFFICHER ET DE DIFFUSER

DÉFINITION DE MANDAT CONSEILLER.ÈRE JURIDIQUE VOLONTAIRE INTERNATIONALE

Mandat :	Conseiller.ère juridique volontaire en plaidoyer
Pays d’affectation :	Mali (Bamako)
Durée :	6 mois (renouvelable)
Date de début :	Mai 2024
Langue de travail :	Français
Condition :	Les mandats sont de nature volontaire. Tous les frais liés à l’affectation (nourriture, logement, assurances, billets d’avion) sont couverts par le programme. Le mandat est non accompagné. Les volontaires doivent participer à des séances de formation et préparation pré-départ.

Avocats sans frontières Canada (ASFC)

ASFC est une organisation non gouvernementale de coopération internationale dont la mission est de contribuer à la mise en œuvre des droits humains des personnes en situation de vulnérabilité (PSV), par le renforcement de l’accès à la justice et à la représentation juridique.

Contexte

ASFC est actuellement à la recherche d’un.e conseiller.ère juridique volontaire internationale en plaidoyer dans le cadre de son projet «Appui à la Justice et la Paix » (JUPAX) pour son bureau de Bamako (Mali).

Le projet JUPAX est mis en œuvre par ASFC et financé par Affaires mondiales Canada (AMC). Ce projet vise à ce que les femmes, filles et autres personnes en situation de vulnérabilité fassent de leurs droits humains une réalité dans une perspective d’égalité des genres, de transformation des relations de pouvoirs, de réconciliation et de paix au Mali.

L’un des objectifs importants de ce projet est de mener des actions de plaidoyer pour les pratiques en matière de justice, de droits humains et d’égalité de genre. Le projet vise aussi à faciliter l’accès aux informations juridiques pour permettre aux partenaires et aux communautés, notamment les femmes, filles et autres PSV de mieux connaître leurs droits pour pouvoir les revendiquer.

Sécurité et mesures sanitaires

La sécurité des volontaires et des autres collaborateur.trices est au cœur des préoccupations de ASFC et de ses partenaires. Des mesures et protocoles de sécurité sont appliqués pour le personnel local, les expatrié.e.s, les volontaires et le personnel en mission court terme.

Les candidat.e.s sélectionné.e.s sont formé.e.s en matière de sécurité et doivent s'engager à respecter les mesures et protocoles, dont les politiques institutionnelles et les mesures sanitaires en lien avec la pandémie. Les activités n'étant entreprises que s'il existe des garanties suffisantes et que les conditions s'y prêtent, ASFC peut reporter ou annuler le déploiement de volontaires sélectionné.e.s, notamment pour des motifs liés à la sécurité ou à la situation sanitaire.

Résumé du mandat

Sous l'autorité du Directeur pays et la supervision de la responsable thématique communication et plaidoyer, et en étroite collaboration avec l'équipe d'ASFC au Mali et au Canada, le/la conseiller.ère juridique volontaire participe à l'atteinte des résultats de la programmation au Mali en lien avec la thématique du plaidoyer.

À ce titre, le/la conseiller.ère volontaire sera amené.e à réaliser des tâches de natures programmatique et juridique suivantes :

- Participer au développement de la stratégie de plaidoyer des activités du projet JUPAX;
- Contribuer au suivi de la mise en oeuvre des activités de plaidoyer du projet JUPAX;
- Contribuer à la mise en oeuvre de la stratégie de plaidoyer des dossiers de litige stratégique¹;
- Participer à des activités de plaidoyer , entre autres en préparant et réalisant des conférences, en rédigeant et diffusant des documents de plaidoyer;
- Réaliser des recherches et analyses sur les thèmes requis ou utiles aux actions de plaidoyer du projet JUPAX tels que les droits humains, les violences basées sur le genre, l'esclavage par ascendance ;
- Appuyer la mise en œuvre du plan d'action de plaidoyer;
- Mettre à jour et présenter le bilan du plaidoyer lors des réunions et des phases de rapportage;

¹ Selon ASFC, le litige stratégique de droits humains consiste à mener, en faveur de personnes en situation de vulnérabilité et de victimes de violations de droits humains, des cas emblématiques devant les tribunaux nationaux et internationaux afin de créer ou d'influencer la jurisprudence de manière favorable à la réalisation effective des droits humains et à la lutte contre l'impunité et la corruption.

Et, de manière générale, effectuer toute autre tâche connexe utile ou nécessaire à la demande de la responsable thématique et d'ASFC dans le cadre du projet JUPAX.

Qualifications

- Formation universitaire en droit, en relations internationales ou autre formation connexe;
- Excellente maîtrise du français parlé et écrit;
- Connaissances approfondies des mécanismes nationaux et internationaux de plaidoyer ;
- Expérience ou connaissance des enjeux en matière de droits humains au Mali ou en Afrique de l'ouest;
- Bonne connaissance des obstacles relatifs à l'accès à la justice au Mali;
- Intérêt pour la promotion et la défense des droits humains et pour le renforcement des capacités des acteurs de la société civile ;
- Forte motivation associative;
- Adhésion aux valeurs d'ASFC ;
- Capacité à s'adapter à des situations et conditions de travail parfois difficiles (mesures de sécurité restrictives, ressources limitées, difficultés logistiques, travailler sous pression etc.);
- Capacité d'analyse de quantité importante de données ;
- Capacité à travailler en équipe, entregent et intelligence interpersonnelle ;
- Capacité à travailler en milieu multiculturel ;
- Compétences informatiques de base (Word, Excel, Outlook et Powerpoint) ;
- Respect absolu de la confidentialité de l'information traitée au sein du projet.

Atouts

- Master en droit;
- Expérience au moins deux ans en plaidoyer;
- Bonne connaissance du contexte socioculturel national ainsi que du milieu des médias du Mali ;
- Expérience auprès de communautés ou de groupes en situation de vulnérabilité et les organisations de la société civile;
- Connaissances du contexte social, économique et juridique au Mali, en Afrique de l'ouest, ou en situation post-conflit.



Les candidat.e.s intéressé.e.s doivent présenter leur dossier de candidature (lettre de motivation et curriculum vitae) à recrutement.pcv@asfcanada.ca en indiquant dans l'objet « Mali - Conseiller.ère juridique volontaire en plaidoyer » **au plus tard le 28 avril à 00h00.**

Nous remercions tous.tes les candidat.e.s de leur intérêt. Toutefois, seules les personnes sélectionnées pour une entrevue seront contactées.